

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVREUX OSCAR (Le Crotoy)

ST FIRMIN LES CROTOY

BP 10

80550 Le Crotoy

Références : 2025-E20214

Code AIOT : 0005103594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement SAVREUX OSCAR (Le Crotoy) implanté MAYOCQ, CHEMIN DE BALIFOUR, LES CROCQS, etc 80550 Le Crotoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur site de la carrière OSCAR SAVREUX située au Crotoy, le lundi 24/11/2025, suite à un incident survenu le vendredi 21/11/2025 puis de nouveau le lundi 24/11/2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVREUX OSCAR (Le Crotoy)
- MAYOCQ, CHEMIN DE BALIFOUR, LES CROCQS, etc 80550 Le Crotoy

- Code AIOT : 0005103594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 01/10/2001, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/08/2020.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a été avertie lundi 24/11/2025 matin qu'une pollution aquatique était présente sur le plan d'eau du Crotoy. Cette pollution était localisée sur l'emprise de la carrière exploitée par la société Oscar Savreux.

Le SIDPC a informé l'inspection que cette pollution serait une irisation d'hydrocarbures dans un étang de 300 hectares, que le plan d'eau était fermé et qu'il n'y avait donc pas de risque de fuite de la pollution.

L'inspection des installations classées décide de se déplacer sur place, et constate qu'il n'y a quasiment aucune trace d'irisations hormis proche de la drague qui a été arrêtée, ainsi que quelques odeurs résiduelles.

L'exploitant a mis en place un barrage flottant de 40 mètres linéaires et 70 mètres linéaires de coussins absorbants entre les deux berges pour isoler le plan d'eau de la zone d'extraction. Cette mise en place a permis de réduire la pollution afin qu'elle ne se propage pas sur l'ensemble du plan d'eau et qu'elle reste confinée sur une zone d'un hectare environ. Cependant, des traces ont été constatées par le SDIS dans la matinée hors de cette zone.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a réalisé une inspection des berges hors de l'enclave avec le bateau de l'exploitant. Il n'a pas été constaté de signe de pollution.

Suite aux différents échanges avec l'exploitant, il a été indiqué que le personnel était sensibilisé à l'environnement et aux actions réactives le cas échéant. L'inspection a demandé les éléments suivants :

- Rapport de l'évènement;
- Les ¼ heures prévention élargés et les actions de sensibilisations/formations concernant la sécurité et l'environnement réalisé par les salariés sur les 3 derniers mois;
- Les FDS des huiles utilisées sur la drague, huile de réducteur, huile hydraulique et huile du crible.

Le SDIS de la Somme confirme que l'exploitant a pris toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution.

L'ensemble des éléments a été transmis par mail du 25/11/2025.

Le rapport de l'évènement indique :

Vendredi 21 novembre :

- En début d'après-midi, observation de traces d'hydrocarbures en surface autour de la drague à grappin.
- Par sécurité, nous avons arrêté la drague et mis en place une barrière flottante et des boudins absorbants pour stopper la propagation.
- Le vent poussait les nappes vers les berges. Le phénomène s'est estompé après l'arrêt de la

drague.

- En fin d'après-midi, les traces avaient disparu.

Lundi 24 novembre :

- Remise en route de la drague. A 8h00, apparition de nouvelles traces d'hydrocarbures, avec extension de la zone impactée. Arrêt de la drague.
- Changement de direction du vent, orientant la pollution vers le plan d'eau.
- Mise en place d'un barrage flottant (40 ml) et de coussins absorbants (70 ml) entre les deux berges pour isoler le plan d'eau de la zone d'extraction.
- Mobilisation des moyens internes et de nos confrères (Eurarco, Samog).
- Appel aux pompiers en renfort : intervention avec 30 ml supplémentaires de coussins absorbants.
- Vers 11h00, amélioration notable : disparition progressive des traces. Le capitaine des pompiers a confirmé la pertinence des mesures prises et n'avait pas d'autre solution à mettre en œuvre.
- À 14h30, visite de M. Lemaire (DREAL Amiens) : quasi-disparition des traces, quelques odeurs résiduelles. Inspection des berges hors enclave : aucune pollution constatée.
- En fin de journée : pollution concentrée sur les coussins absorbants, aucune nouvelle apparition dans l'eau. Aucun impact observé sur la faune.

Mardi 25 novembre :

- Surveillance de la barrière régulièrement.
- Pas de nouvelle résurgence de pollution détectée.
- Pas d'impact détecté sur la faune .
- Réception d'une partie du matériel en fin d'après-midi qui sera installé mercredi matin (26/11/2025).

Actions réalisées :

- Commande de matériel pour renforcer le dispositif : barrière flottante (170 ml) supplémentaire pour doubler la protection et coussins absorbants pour compléter la récupération des hydrocarbures.
- Arrêt des extractions jusqu'à la fin de la semaine à minima.
- Préparation d'analyses en laboratoire (Agrolab) pour identifier la nature des hydrocarbures. Envoi des échantillons dès réception des récipients normalisés.

État des lieux :

- Parcelles concernées AK 64 et AK65. La surface totale concernée est d'environ 100m x100m.
- Profondeur d'extraction : 15 m sous eau et 2 m de gisement hors d'eau.

Prochaines étapes :

- Attente des résultats des analyses pour caractériser la pollution.
- Élaboration d'une procédure d'extraction sécurisée : renforcement des protections autour de la drague (barrages flottants supplémentaires).
- Proposition à la DREAL de reprise progressive des extractions dans un périmètre fermé, avec surveillance renforcée pour purger la zone.

L'exploitant a transmis un premier rapport sur la pollution constatée. Cependant, les origines et causes du phénomène restent à expliciter car elles ne sont pas propres à l'utilisation des installations de l'exploitant mais probablement au gisement lui même. L'exploitant prévoit donc une reprise progressive et va mettre en place des mesures pour limiter les conséquences et en

éviter le renouvellement.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, le 11/12/2025, de la reprise partielle des activités avec la drague, sans grosses traces d'hydrocarbures, avec une barrière flottante doublée pour éviter les risques de propagation le cas échéant au reste du plan d'eau. L'exploitant est toujours en attente des résultats d'analyses.

Par mail du 12/12/2025, l'exploitant indique :

- avoir constaté quelques irisations en surface. Le vent étant orienté vers les barrières antipollution, celles-ci ont permis de capter ces traces dès la première ligne de boudins absorbants. Aucune irisation n'a été observée au-delà de la double barrière.
- lors des extractions, quelques briques ont été remontées, dont la présence semble liée à une opération antérieure de remblaiement ou d'enfouissement.
- pour des raisons d'exploitation, l'extraction sera arrêtée lundi ou mardi 16 décembre 2025 au plus tard. Le site sera ensuite fermé jusqu'au 5 janvier 2026. Durant cette période, les barrières resteront en place afin de capter d'éventuelles résurgences.

Le rapport d'analyse des prélèvements d'eau montre une pollution aux hydrocarbures lourds et recommande de mettre en place un plan de dépollution ciblé sur les hydrocarbures lourds et un suivi régulier des concentrations pour évaluer l'efficacité des mesures.

Le rapport d'analyse de sol au niveau de l'extraction montre qu'il n'y a pas de pollution notable par hydrocarbures et que toutes les concentrations sont largement en dessous des seuils réglementaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Signalement des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les mesures de sécurisation appropriées (périmètre de sécurité, arrêt de la drague) de sa propre initiative. Il a également pu rendre compte à l'inspection des installations classées des mesures prises les jours suivant l'incident et a élaboré une procédure de reprise d'exploitation.

L'exploitant devra mettre en place les préconisations du rapport d'analyses des eaux :

- mise en place d'un plan de dépollution ciblé sur les hydrocarbures lourds.
- suivi régulier des concentrations pour évaluer l'efficacité des mesures.

Au jour de la rédaction de ce rapport, l'analyse par l'exploitant est toujours en cours pour comprendre les origines et les causes de l'incident. Un rapport analysant les origines et les causes profondes de l'accident devra être transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois à réception de ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalement des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Signalement des incidents et accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement. L'exploitant fournira à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement. Tout fait de pollution accidentelle des eaux devra également être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du service de police des eaux.
Constats : L'exploitant a rendu compte à l'inspection des installations classées des mesures prises les jours suivant l'incident et a élaboré une procédure de reprise d'exploitation. Il a transmis par mail du 25/11/2025 le rapport de l'événement. Cependant, les causes et les conséquences de l'incident ne sont pas encore connues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au jour de la rédaction de ce rapport, l'analyse par l'exploitant est toujours en cours pour comprendre les origines et les causes de l'incident. Un rapport analysant les origines et les causes profondes de l'accident devra être transmis à l'Inspection des installations classées sous 1 mois à réception de ce rapport.
Type de suites proposées : Sans suite